

Droit, Économie, Gestion Mention : Administration publique

RNCP27247 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	128, 122, 120
Code(s) ROME	K1401, K1403, K1404, M1402, M1403
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Paris Ouest Nanterre la Défense

<http://www.parisnanterre.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

L'intégration en tant que cadre-dirigeant dans l'une des trois fonctions publiques ou dans un organisme privé en charge de missions de service public conduit à exercer des activités très diverses en matière d'étude et de pilotage des politiques publiques, de contrôle, de services aux usagers, d'administration générale, de gestion budgétaire et financière, d'affaires juridiques, de ressources humaines ou encore de communication. Plus précisément, il peut s'agir par exemple de :

- établir le diagnostic d'un système ou d'une organisation à réformer ;
- impulser des projets au niveau local, départemental, régional, national et en piloter la réalisation ;
- mettre au point, conduire et valoriser des études, des audits et des évaluations ;
- préparer et rédiger des documents administratifs, budgétaires et comptables ;
- participer à l'élaboration d'une stratégie ;
- mettre en oeuvre des directives, des orientations et des objectifs stratégiques ;
- encadrer des agents, animer et piloter une équipe.

D'une manière plus générale, il s'agira de :

- participer à la préparation de l'action des pouvoirs publics (élaboration des réglementations, orientation et harmonisation de leurs applications) ;
- mettre en œuvre les moyens nécessaires à l'accomplissement de l'action administrative (définition des missions, programmation financière) ;
- analyser les pratiques du terrain et évaluer leur conformité avec les textes et les programmes élaborés initialement ;
- rendre compte de la situation devant les autorités hiérarchiques et les instances de coordination des politiques publiques ;
- intervenir sur le terrain soit en amont (ouverture de droits, délivrance d'habilitations) soit en aval (notifications administratives, instructions de dossiers contentieux) ;
- réaliser des expertises ou argumentaires techniques, économiques et juridiques pour le compte d'organisations internationales ou nationales, publiques ou privées et des autorités de régulation ;

- au sein de l'enseignement supérieur, assurer des travaux dirigés.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences en termes de connaissances :

- Connaissance des programmes de droit public spécifiés dans le cadre des principaux concours administratifs de catégorie A et A+
- Connaissance des programmes d'économie spécifiés dans le cadre des principaux concours administratifs de catégorie A et A+
- Maîtrise des fondamentaux et des outils d'analyse économique du droit

Compétences transversales :

- Evaluer qualitativement et quantitativement des effets d'un dispositif juridique sur l'environnement économique et social
- Analyser, synthétiser et discuter de façon critique des travaux et textes économiques et juridiques
- Réaliser des travaux de recherches pluridisciplinaires
- Maîtriser l'anglais économique et juridique, courant et professionnel
- Etre en capacité de construire un argumentaire comme de synthétiser plusieurs documents
- Gérer et actualiser une documentation
- Construire une étude, un projet, une mission associant des experts de plusieurs disciplines
- Etre en capacité de soutenir un rapport/mémoire devant un jury
- Maîtriser les techniques professionnelles (note de synthèse, note administrative) ou les épreuves académiques (dissertation de culture générale, question réponse courte) mises en œuvre dans le cadre des concours administratifs.

Compétences comportementales :

- Travailler en, et coordonner et/ou diriger une équipe, dans une approche pluridisciplinaire
- Rédiger clairement, exposer et prendre la parole en public
- Travailler en autonomie : établir des priorités, gérer son temps
- Transmettre un savoir en s'adaptant au public/auditoire visé

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le titulaire du diplôme va exercer prioritairement dans les administrations du secteur public : Etat, établissements publics, autorités administratives indépendantes, collectivités territoriales, organisations hospitalières, sanitaires et sociales. Au regard de la dimension managériale du parcours, il va pouvoir s'orienter vers tous les métiers en lien avec la gestion publique. Cette perspective s'inscrit dans une sphère allant au-delà de la seule fonction publique française (organisations gouvernementales et non-gouvernementales internationales) et des seules techniques de management public (partenariats publics-privés).

Il peut aussi choisir d'exercer son métier dans le secteur privé dans une entité de droit privé (cabinets conseils, entreprises, associations, organismes parapublics divers) entretenant des relations étroites en particulier à caractère financier avec la sphère publique.

Il peut exercer aussi dans les organismes de recherche publics et privés, et les services d'études économiques et juridiques. Il peut également poursuivre ses études en s'inscrivant en doctorat et en envisageant à plus long terme de faire carrière dans l'enseignement supérieur et la recherche.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Si la vocation première de ce diplôme délivré au sein d'un IPAG (Institut de préparation à l'administration générale) est de permettre de se préparer au mieux à passer les concours de la fonction publique de catégorie A et A+ des trois fonctions publiques étatique, territoriale, hospitalière sanitaire et sociale, l'obtention du diplôme permettra aussi d'être directement recruté comme contractuel par les collectivités publiques pour participer à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques ainsi qu'au management de leur structure en tant que cadre-dirigeant.

Les logiques d'interdisciplinarité qui caractérisent le diplôme offrent la perspective d'exercer des fonctions de conseil en organisation et management dans toute entité publique ou privée notamment en entreprise tout comme d'exercer

en tant que chargé d'études et de prospectives à conduire en matière économique et sociale. Au sein de l'enseignement supérieur, il pourra être vacataire en charge de travaux dirigés.

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 854 €
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	16 257
Jugés difficiles à recruter	31 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L4X80 — Techniciens des services administratifs L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE

Enseignants membres de l'équipe pédagogique

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury VAE

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
--	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Portail étudiant du ministère de l'Education nationale : www.etudiant.gouv.fr Portail ONISEP : www.onisep.fr

Site internet de l'université Paris Ouest Nanterre : <http://www.u-paris10.fr/>
Site internet du laboratoire partenaire en droit CRDP : <http://crdp.u-paris10.fr/>
Site internet du laboratoire partenaire en gestion CEROS : <http://ceros.u-paris10.fr/>
Site Internet de l'autorité délivrant la certification

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/27247/>